

## MISSION PERMANENTE DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO

N° 22.2-201301286/MG

La Mission Permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'Office des Nations Unies présente ses compliments au Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme et se référant à Sa Note verbale du 4 avril 2013 sollicitant des renseignements pertinents sur la question de la gestion des ressources en eau et des eaux usées dans la perspective des droits de l'Homme, à l'invitation de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement, a l'honneur de l'informer en retour de ce qui suit.

En préambule, Monaco est une ville Etat de 2 km<sup>2</sup> dont l'accès permanent à l'eau potable est garanti à un coût acceptable à toute la population. L'ensemble des immeubles et habitations est raccordé au réseau d'assainissement.

Les eaux sont collectées et traitées par une unité de prétraitement puis à l'Usine de Traitement des Eaux Résiduelles, avant rejet en mer.

La politique de l'Etat Monégasque, en matière de gestion de l'eau, s'inscrit depuis toujours dans les principes suivants :

- Garantir le droit d'accès à l'eau potable à tous les usagers avec un coût acceptable,
- Garantir un assainissement performant.

### Questions :

1. *Quels conflits existent dans votre pays entre les différents usages de l'eau (agriculture, industrie, tourisme, entre autres) ? Quels sont les principaux défis rencontrés dans votre pays en matière de gestion des ressources en eau et de traitement des eaux usées ayant un impact sur les droits de l'Homme ?*

R : L'eau est disponible en quantités suffisantes pour couvrir l'ensemble des besoins de la Principauté de Monaco. Cependant un effort est fait pour maîtriser les consommations d'eau potable. L'utilisation d'eaux brutes est privilégiée pour des usages ne nécessitant pas d'eau potable, tels que le nettoyage de voirie ou l'arrosage d'espaces verts. La collecte et le traitement des eaux usées et pluviales de tout le bassin versant de la Principauté est assurée sans impact connu sur les droits de l'Homme.

2. *Comment établissez-vous des priorités entre les différents usages de l'eau dans la législation et les politiques nationales ? Comment ces priorités sont-elles mises en œuvre en pratique ? Rencontrez-vous des défis durant leur mise en œuvre ? Si oui, expliquez s'il vous plaît en quoi ils consistent et quelles mesures ont été prises pour les éliminer.*

R : Aucune priorité entre les différents usages de l'eau n'a été opérée en Principauté de Monaco.

3. *Quelles stratégies, approches et mécanismes guident la gestion des ressources en eau et eaux usées ? En quoi permettent-ils de s'assurer que les besoins fondamentaux de la population sont satisfaits ?*

R : La ressource en eau fait l'objet de diverses protections préventives. A ce titre, il existe des périmètres de protection des puits de captage de l'eau destinée à la population, et tout rejet de matières dans les eaux superficielles, souterraines ou de la mer, fait l'objet d'une autorisation administrative. De plus, certains projets nécessitent la réalisation d'une étude d'impact. La totalité des eaux usées est traitée avant rejet en mer.

4. *Comment votre organisation ou Gouvernement assure-t-il la transparence, l'accès à l'information et à la participation à la prise de décisions concernant la gestion des ressources en eau et le traitement des eaux usées ?*

R : L'Etat publie périodiquement un recueil de données sur l'environnement, traitant notamment de la ressource en eau, qui est disponible sur Internet, ainsi qu'à la Direction de l'Environnement. Par ailleurs, toute personne peut demander à avoir accès à tout acte administratif qui concerne la gestion en eau. Enfin, à compter de l'adoption du projet de Code de l'Environnement par le Conseil National, toute personne pourra avoir accès aux informations environnementales disponibles.

5. *Du point de vue de votre Gouvernement ou organisation, la question de la gestion des ressources en eau et des eaux usées devrait-elle être reflétée dans les objectifs de développement durable et le cadre de développement post-2015 ?*

R : La gestion des ressources en eaux et des eaux usées est une question importante qui pourrait être traduite dans les objectifs du développement durable post-2015.

La Mission Permanente de la Principauté de Monaco auprès de l'Office des Nations Unies remercie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme de bien vouloir en prendre note et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération. u.

Genève, le 29 avril 2013

